

Le pays face au grand défi de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
Septembre 2026

Moins de 600 mètres cubes d'eau par habitant et par an : c'est le seuil critique sous lequel évolue aujourd'hui le Maroc, selon le ministère de l'Équipement et de l'Eau.

Alors que la rarefaction des ressources hydriques s'impose comme une contrainte majeure pour le continent africain, la gestion de l'eau est devenue au Maroc un enjeu primordial de la politique économique nationale. Entre impératifs de croissance, préservation des équilibres budgétaires et adaptation des filières productives, le Royaume fait face à des arbitrages stratégiques majeurs pour préserver la résilience de son modèle de développement. Les données institutionnelles traduisent l'ampleur du choc hydrique : selon les rapports de la Banque mondiale et des services hydrauliques nationaux, la dotation moyenne par habitant est passée de plus de 2 500 m³/an dans les années 1960 à moins de 600 m³/hab/an aujourd'hui, marquant une rétraction de 1 900 m³, et le pays évolue désormais sous le seuil critique de stress hydrique fixé à 1 000 m³/hab/an.

Sur le plan sectoriel, l'allocation des ressources révèle une dissymétrie structurelle. Les indicateurs du Haut-Commissariat au plan (HCP) et du ministère de l'Agriculture indiquent que le secteur agricole absorbe près de 85 % des ressources en eau douce du pays, pour une contribution directe fluctuant entre 12 et 14 % au PIB national. Ce déséquilibre pèse directement sur les agrégats macroéconomiques. Les périodes de sécheresse récurrentes affectent la valeur ajoutée agricole et pèsent sur la balance commerciale, se traduisant notamment par la baisse du rendement des exportations maraîchères et le renchérissement des importations de céréales.

Afin de limiter ces risques, l'État a engagé un programme d'investissement public consacré à la sécurisation de l'approvisionnement en eau. Cette politique entre dans le cadre du Plan national de l'eau (PNE) et du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation (PNAEPI 2020-2027), dont l'enveloppe budgétaire globale s'élève à plus de 143 milliards de dirhams selon les données communiquées par les autorités.

Yahya Rhouat, Libération (Casablanca) - AllAfrica